



Association Nationale d'Élus

COMMUNIQUE DE PRESSE

Gonesse, le 20 mars 2019

Clôture des Assises nationales du transport aérien

**Grande déception des élus de Ville et Aéroport :
c'est un rendez-vous manqué.
Aucune avancée notable pour les territoires et leurs élus
qui sont largement ignorés**

Après un an de co-construction, une forte mobilisation de l'ensemble des acteurs du transport aérien au travers de près de 200 heures de débats, 13 groupes de travail soit 37 réunions et 14 colloques, les élus du réseau national Ville et Aéroport expriment leur forte déception.

Les mesures obtenues ne contribueront pas à la mise en place d'un schéma aéroportuaire national à proprement parler, c'est-à-dire à une politique aéroportuaire avec une vision d'aménagement du territoire plus équilibrée sur le moyen et le long terme. Actuellement et conséquemment à l'abandon du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, le gouvernement a fait le choix de renforcer la concentration du trafic aérien sur les plates-formes parisiennes, en particulier à Paris-Charles-de-Gaulle avec comme horizon un nouveau terminal 4, qui opérera à lui seul l'équivalent du trafic de Paris-Orly.

Ville et Aéroport demandait dans le cadre de sa contribution aux Assises que ce schéma aéroportuaire trouve sa traduction au niveau des territoires aéroportuaires à travers un contrat de développement durable aéroportuaire (CDDA) pour chaque aéroport acensé. Il n'en sera rien et en cela les Assises ont ignoré les territoires aéroportuaires et leurs élus.

Ville et Aéroport regrette qu'un grand nombre de sujets n'ait pas été traités lors de ces Assises, comme la question de la gouvernance, celui de l'emploi et de la formation pour les populations riveraines. De la même façon, elle déplore l'absence d'avancée pour être plus performant en matière de transports, notamment en Île-de-France où les problèmes d'accessibilité aux plates-formes restent posés. Quant à la compétitivité du transport aérien,

même les acteurs économiques tels que la FNAM sont très critiques, celle-ci indiquant qu'aucune des mesures adoptées ne rétablira vraiment le différentiel concurrentiel entre les compagnies aériennes françaises et leurs concurrents directs qu'elle estime à environ 700 millions d'euros annuels.

Pour Ville et Aéroport, les mesures annoncées par la Ministre des transports ne sont pas à la hauteur des enjeux et de l'urgence. Elle observe que certaines mesures sans impact budgétaire et non précisées sont reportées ultérieurement aux travaux du Conseil supérieur de l'aviation civile.

Les objectifs affichés initialement sont loin d'être remplis : stratégie aéroportuaire nationale, redéfinition d'un équilibre fiscal, social, etc. Fort de ce constat d'échec, les élus de Ville et Aéroport demandent une audience auprès de la Ministre des Transports afin d'aborder avec elle l'ensemble des sujets qui n'ont pas ou peu été traités lors de ces Assises et qui concernent directement les territoires aéroportuaires et leurs élus.

Contact presse :

M. Julien DELANNAY, Chargé de mission

01.39.85.95.96/ 06.29.14.27.09

contact@villeaeroport.fr